



Texte original

Convention internationale pour la protection des végétaux

Conclue à Rome le 6 décembre 1951
Révisée à Rome le 28 novembre 1979
Approuvée par l'Assemblée fédérale le 20 mars 1996¹
Instrument de ratification déposé par la Suisse le 26 septembre 1996
Entrée en vigueur pour la Suisse le 26 septembre 1996
Révisée à Rome le 18 novembre 1997²
Entrée en vigueur de la convention révisée pour la Suisse le 2 octobre 2005

Préambule

Les Parties contractantes,

reconnaissant la nécessité d'une coopération internationale en matière de lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, et afin de prévenir leur dissémination internationale et spécialement leur introduction dans des zones menacées,

reconnaissant que les mesures phytosanitaires devraient être techniquement justifiées et transparentes et ne devraient pas être appliquées d'une manière telle qu'elles constituent soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifié, soit une restriction déguisée, notamment au commerce international,

désireuses d'assurer une étroite coordination des mesures visant à ces fins,

souhaitant définir un cadre pour la mise au point de l'application de mesures phytosanitaires harmonisées et l'élaboration de normes internationales à cet effet,

tenant compte des principes approuvés sur le plan international régissant la protection de la santé des végétaux, de l'homme et des animaux ainsi que de l'environnement,

notant les accords conclus à l'issue des Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay et, notamment, l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires,

sont convenues de ce qui suit:

RS 0.916.20

¹ RO 1997 1514

² Le 2 octobre 2005, selon l'art. XIII par. 4 de la Convention du 6 décembre 1951 (RO 1997 1515), la convention révisée est entrée en vigueur pour l'ensemble des États contractants (quelle que soit la date à laquelle ils devinrent partie).

Art. I Objet et obligations

(1) En vue d'assurer une action commune et efficace afin de prévenir la dissémination et l'introduction d'organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux, et en vue de promouvoir l'adoption de mesures appropriées de lutte contre ces derniers, les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures législatives, techniques et réglementaires spécifiées dans la présente Convention et dans les accords complémentaires conformément à l'art. XVI.

(2) Chaque Partie contractante s'engage, sans préjudice des obligations contractées en vertu d'autres accords internationaux, à veiller, sur son territoire, à l'application des mesures prescrites par la présente Convention.

(3) La répartition des responsabilités entre les organisations membres de la FAO et leurs États membres qui sont Parties contractantes à la présente Convention pour l'application des mesures prescrites par celles-ci, se fera conformément à leurs compétences respectives.

(4) Selon les nécessités, les dispositions de la présente Convention peuvent, si les Parties contractantes le jugent utiles, s'appliquer, outre aux végétaux et produits végétaux, également aux lieux de stockage, emballages, moyens de transport, conteneurs, terre et autres organismes, objets ou matériels de toute nature susceptibles de porter ou de disséminer des organismes nuisibles, en particulier à ceux qui interviennent dans le transport international.

Art. II Terminologie

(1) Dans la présente Convention, les termes ci-après sont définis comme suit:

- «Analyse du risque phytosanitaire» – processus consistant à évaluer les preuves biologiques ou autres données scientifiques ou économiques pour déterminer si un organisme nuisible doit être réglementé, et la sévérité des mesures phytosanitaires éventuelles à prendre à son égard;
- «Article réglementé» – tout végétal, produit végétal, lieu de stockage, emballage, moyen de transport, conteneur, terre et tout autre organisme, objet ou matériel susceptible de porter ou de disséminer des organismes nuisibles justifiant des mesures phytosanitaires, particulièrement pour tout ce qui concerne les transports internationaux;
- «Commission» – la Commission des mesures phytosanitaires créée en vertu de l'art. XI;
- «Établissement» – perpétuation, dans un avenir prévisible, d'un organisme nuisible dans une zone après son entrée;
- «Introduction» – entrée d'un organisme nuisible, suivie de son établissement;
- «Mesure phytosanitaire» – toute législation, réglementation ou méthode officielle ayant pour objectif de prévenir l'introduction et/ou la dissémination des organismes nuisibles;

- «Mesures phytosanitaires harmonisées» – mesures phytosanitaires mises en place par des Parties contractantes sur la base de normes internationales;
- «Normes internationales» – normes internationales établies conformément à l’art. X par. 1 et 2;
- «Normes régionales» – normes établies par une organisation régionale de la protection des végétaux à l’intention de ses membres;
- «Organisme de quarantaine» – organisme nuisible qui a une importance potentielle pour l’économie de la zone menacée et qui n’est pas encore présent dans cette zone ou bien qui y est présent mais n’y est pas largement disséminé et fait l’objet d’une lutte officielle;
- «Organisme nuisible» – toute espèce, souche ou biotype de végétal, d’animal ou d’agent pathogène nuisible pour les végétaux ou produits végétaux;
- «Organisme nuisible réglementé» – organisme de quarantaine ou organisme réglementé non de quarantaine;
- «Organisme réglementé non de quarantaine» – organisme nuisible qui n’est pas un organisme de quarantaine, dont la présence dans les végétaux destinés à la plantation affecte l’usage prévu de ces végétaux, avec une incidence économique inacceptable et qui est donc réglementé sur le territoire de la Partie contractante importatrice;
- «Produits végétaux» – produits non manufacturés d’origine végétale (y compris les grains) ainsi que les produits manufacturés qui, étant donné leur nature ou celle de leur transformation, peuvent constituer un risque d’introduction ou de dissémination des organismes nuisibles;
- «Secrétaire» – le Secrétaire de la Commission nommé conformément à l’art. XII;
- «Techniquement justifié» – justifié sur la base des conclusions d’une analyse appropriée du risque phytosanitaire ou, le cas échéant, d’autres examens ou évaluations comparables des données scientifiques disponibles;
- «Végétaux» – plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les semences et le matériel génétique;
- «Zone à faible prévalence d’organismes nuisibles» – zone, qu’il s’agisse de la totalité d’un pays, d’une partie d’un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un organisme nuisible spécifique est présent à un niveau faible et qui fait l’objet de mesures efficaces de surveillance, de lutte ou d’éradication;
- «Zone menacée» – zone où les facteurs écologiques sont favorables à l’établissement d’un organisme nuisible dont la présence entraînerait des pertes économiquement importantes.

(2) Les définitions données dans cet article étant limitées à l’application de la présente Convention, elles sont réputées ne pas affecter les définitions données dans les lois ou règlements des Parties contractantes.

Art. III Relations avec d'autres accords internationaux

La présente Convention s'appliquera sans préjudice des droits et obligations des Parties contractantes découlant d'accords internationaux pertinents.

Art. IV Dispositions générales relatives aux modalités d'organisation de la protection nationales des végétaux

(1) Chaque Partie contractante s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour mettre en place, dans la mesure de ses possibilités, une organisation nationale officielle de la protection des végétaux dont les principales responsabilités sont définies dans le présent article.

(2) L'organisation nationale officielle de la protection des végétaux aura notamment les responsabilités suivantes:

- a) la délivrance de certificats relatifs à la réglementation phytosanitaire de la Partie contractante importatrice pour les envois de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés;
- b) la surveillance des végétaux sur pied, y compris les terres cultivées (notamment les champs, les plantations, les pépinières, les jardins, les serres et les laboratoires) et la flore sauvage, et des végétaux et produits végétaux entreposés ou en cours de transport, en vue particulièrement de signaler la présence, l'apparition et la dissémination des organismes nuisibles, et de lutter contre ces organismes nuisibles, y compris l'établissement de rapports mentionnés à l'art. VIII par. 1 a);
- c) l'inspection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux et, si besoin est, l'inspection d'autres articles réglementés, en vue notamment d'empêcher l'introduction et/ou la dissémination des organismes nuisibles;
- d) la désinfestation ou la désinfection des envois de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés faisant l'objet d'échanges internationaux pour respecter les exigences phytosanitaires;
- e) la protection des zones menacées et la désignation, le maintien et la surveillance de zones indemnes et de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles;
- f) la conduite d'analyses du risque phytosanitaire;
- g) garantir, grâce à des procédures appropriées, que la sécurité phytosanitaire des envois après certification est maintenue jusqu'à l'exportation, afin d'éviter toute modification de leur composition, ainsi que toute substitution ou réinfestation;
- h) la formation et la valorisation des ressources humaines.

(3) Chaque Partie contractante s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour garantir, dans la mesure de ses moyens:

- a) la distribution, sur le territoire de la Partie contractante, de renseignements sur les organismes nuisibles réglementés et les moyens de prévention et de lutte;
- b) la recherche et l'enquête dans le domaine de la protection des végétaux;
- c) la promulgation de la réglementation phytosanitaire;
- d) l'exécution de toute autre fonction pouvant être exigée pour l'application de la présente Convention.

(4) Chaque Partie contractante présentera au Secrétaire un rapport décrivant son organisation nationale officielle chargée de la protection des végétaux et les modifications qui sont apportées à cette organisation. Les Parties contractantes fourniront, sur demande, à toute autre Partie contractante, des informations sur les modalités d'organisation de la protection des végétaux.

Art. V Certification phytosanitaires

(1) Chaque Partie contractante prendra les dispositions nécessaires concernant la certification phytosanitaire, dans le but de garantir que les envois de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés exportés soient conformes à la déclaration de certification à effectuer en vertu du par. 2 b) du présent article.

(2) Chaque Partie contractante prendra les dispositions nécessaires pour délivrer des certificats phytosanitaires conformes aux dispositions suivantes:

- a) l'inspection et les autres activités nécessaires à l'établissement des certificats phytosanitaires ne pourront être confiées qu'à l'organisation nationale de la protection des végétaux ou des personnes placées sous son autorité directe. La délivrance des certificats phytosanitaires sera confiée à des fonctionnaires techniquement qualifiés et dûment autorisés par l'organisation nationale de la protection des végétaux pour agir pour son compte et sous son contrôle, disposant des connaissances et des renseignements nécessaires de telle sorte que les autorités des Parties contractantes importatrices puissent accepter les certificats phytosanitaires comme des documents dignes de foi;
- b) les certificats phytosanitaires, ou leur version électronique si celle-ci est acceptée par la Partie contractante importatrice, devront être libellés conformément aux modèles reproduits en annexe à la présente Convention. Ces certificats seront établis et délivrés en prenant en considération les normes internationales en vigueur;
- c) les corrections ou suppressions non certifiées invalideront les certificats.

(3) Chaque Partie contractante s'engage à ne pas exiger, pour accompagner les envois de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés importés dans son territoire, de certificats phytosanitaires non conformes aux modèles reproduits en annexe à la présente Convention. Toute déclaration supplémentaire exigée devra être justifiée d'un point de vue technique.

Art. VI Organismes nuisibles réglementés

(1) Les Parties contractantes peuvent demander l'application de mesures phytosanitaires pour les organismes de quarantaine et les organismes réglementés non de quarantaine, à condition que de telles mesures:

- a) ne soient pas plus restrictives que les mesures appliquées aux mêmes organismes nuisibles s'ils sont présents sur le territoire de la Partie contractante importatrice, et
- b) soient limitées aux dispositions nécessaires pour protéger la santé des végétaux et/ou sauvegarder l'usage auquel ils sont destinés et soient justifiées d'un point de vue technique par la Partie contractante concernée.

(2) Les Parties contractantes ne pourront demander l'application des mesures phytosanitaires dans le commerce international pour des organismes nuisibles non réglementés.

Art. VII Dispositions concernant les importations

(1) Les Parties contractantes ont le pouvoir souverain de réglementer, conformément aux accords internationaux en vigueur, l'importation de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés, afin d'empêcher l'introduction et/ou la dissémination d'organismes nuisibles réglementés sur leur territoire et, à cette fin, elles peuvent:

- a) prescrire et adopter des mesures phytosanitaires concernant l'importation des végétaux, des produits végétaux et d'autres articles réglementés, notamment l'inspection, l'interdiction d'importer et le traitement;
- b) interdire l'entrée ou détenir, ou exiger le traitement, la destruction ou le refolement hors du pays de la Partie contractante, des envois de végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés qui ne sont pas conformes aux mesures phytosanitaires prescrites ou adoptées aux termes de l'al. a) ci-dessus;
- c) interdire ou restreindre l'entrée sur leur territoire des organismes nuisibles réglementés;
- d) interdire ou restreindre l'entrée sur leur territoire d'agents de lutte biologique et d'autres organismes d'importance phytosanitaire réputés bénéfiques.

(2) Afin d'entraver le moins possible le commerce international, chaque Partie contractante, dans l'exercice de son pouvoir aux termes du par. 1 du présent article, s'engage à agir en se conformant aux dispositions suivantes:

- a) les Parties contractantes ne doivent prendre, en vertu de leur réglementation phytosanitaire, aucune des mesures mentionnées au par. 1 du présent article, à moins que celles-ci répondent à des nécessités d'ordre phytosanitaire et soient techniquement justifiées;
- b) les Parties contractantes doivent, immédiatement après avoir adopté, publié et communiqué les exigences, restrictions et interdictions phytosanitaires à

- toute Partie contractante ou aux parties qu'elles jugent pouvoir être directement affectées par de telles mesures;
- c) les Parties contractantes devront, sur demande, faire connaître à toute Partie contractante les raisons de ces exigences, restrictions et interdictions phytosanitaires;
 - d) toute Partie contractante qui limite les points d'entrée pour l'importation de certains végétaux ou produits végétaux doit choisir lesdits points de manière à ne pas entraver sans nécessité le commerce international. La Partie contractante doit publier une liste desdits points et la communiquer au Secrétaire, à toute organisation régionale de la protection des végétaux à laquelle la Partie contractante pourrait appartenir, à toute Partie contractante que la Partie contractante juge pouvoir être directement affectée et aux autres Parties contractantes qui en font la demande. Toute restriction de cet ordre ne sera autorisée que si les végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés en cause sont accompagnés de certificats phytosanitaires ou soumis à une inspection ou à un traitement;
 - e) toute inspection, ou autre procédure phytosanitaire requise par l'organisation de la protection des végétaux d'une Partie contractante pour un envoi de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés, destiné à l'importation doit s'effectuer dans le plus bref délai possible, en tenant dûment compte de leur nature périssable;
 - f) les Parties contractantes importatrices devront signaler dès que possible à la Partie contractante exportatrice concernée ou, le cas échéant, à la Partie contractante réexportatrice concernée les cas importants de non-conformité à la certification phytosanitaire. La Partie contractante exportatrice ou, le cas échéant, la Partie contractante réexportatrice concernée, procédera à des recherches et communiquera, sur demande, les résultats de celles-ci à la Partie contractante importatrice concernée;
 - g) les Parties contractantes doivent instituer uniquement les mesures phytosanitaires qui sont techniquement justifiées et adaptées aux risques encourus, qui représentent les mesures les moins restrictives possibles et qui entravent au minimum les mouvements internationaux de personnes, de marchandises et de moyens de transport;
 - h) à mesure que la situation évolue et que des faits nouveaux interviennent, les Parties contractantes doivent s'assurer dans les plus brefs délais que les mesures phytosanitaires sont modifiées ou supprimées si elles s'avèrent inutiles;
 - i) les Parties contractantes doivent, du mieux qu'elles le peuvent, dresser et tenir à jour les listes d'organismes nuisibles réglementés, désignés par leur nom scientifique, et adresser périodiquement de telles listes au Secrétaire, aux organisations régionales de la protection des végétaux quand elles sont membres et, sur demande, à d'autres Parties contractantes;
 - j) les Parties contractantes surveilleront, du mieux qu'elles le peuvent, les organismes nuisibles et tiendront à jour des informations adéquates sur leur

situation afin de faciliter leur catégorisation et la prise de mesures phytosanitaires appropriées. Les informations seront portées, sur demande, à la connaissance des Parties contractantes.

(3) Les Parties contractantes peuvent appliquer les mesures prévues dans le présent article à des organismes nuisibles qui ne seront probablement pas capables de s'établir sur leurs territoires mais qui, s'ils étaient introduits, pourraient provoquer des dégâts d'importance économique. Les mesures prises pour lutter contre les organismes nuisibles doivent être techniquement justifiées.

(4) Les Parties contractantes peuvent appliquer les dispositions du présent article aux envois en transit sur leurs territoires uniquement lorsque de telles mesures sont justifiées d'un point de vue technique et nécessaires pour empêcher l'introduction et/ou la dissémination des organismes nuisibles.

(5) Aucune disposition du présent article n'empêche les Parties contractantes importatrices de prendre des mesures particulières, sous réserve des garanties appropriées, concernant l'importation aux fins de la recherche scientifique, à des fins éducatives ou à des usages spécifiques, de végétaux et produits végétaux et autres articles réglementés, ainsi que d'organismes nuisibles.

(6) Aucune disposition du présent article n'empêche les Parties contractantes de prendre des mesures d'urgence appropriées suite à la détection d'un organisme nuisible représentant des menaces potentielles pour leur territoire, ou suite à un rapport concernant une telle détection. Toute mesure de cet ordre doit être évaluée dès que possible afin de s'assurer que sa poursuite est justifiée. Les mesures ainsi prises doivent être immédiatement signalées aux Parties contractantes concernées, au Secrétaire, et à toute organisation régionale de la protection des végétaux dont la Partie contractante est membre.

Art. VIII Collaboration internationale

(1) Les Parties contractantes collaboreront dans toute la mesure possible à la réalisation des objectifs de la présente Convention, et en particulier:

- a) coopéreront à l'échange d'informations sur les organismes nuisibles, en particulier la notification de la présence, de l'apparition ou de la dissémination d'organismes nuisibles pouvant présenter un danger immédiat ou potentiel, conformément aux procédures qui pourront être établies par la Commission;
- b) participeront, dans toute la mesure possible, à toute campagne spéciale de lutte contre des organismes nuisibles pouvant menacer sérieusement les récoltes et exigeant une action internationale pour parer aux situations d'urgence;
- c) coopéreront, dans toute la mesure possible, à la fourniture des données techniques et biologiques nécessaires à l'analyse du risque phytosanitaire.

(2) Chaque Partie contractante doit désigner un point de contact pour les échanges d'informations concernant l'application de la présente Convention.

Art. IX Organisations régionales de la protection des végétaux

- (1) Les Parties contractantes s'engagent à collaborer pour établir, dans les régions appropriées, des organisations régionales de la protection des végétaux.
- (2) Ces organisations doivent exercer un rôle coordonnateur dans les régions de leur compétence, prendre part à différentes activités pour atteindre les objectifs de la présente Convention et, le cas échéant, rassembler et diffuser des informations.
- (3) Les organisations régionales de la protection des végétaux coopéreront avec le Secrétaire en vue de réaliser les objectifs de la présente Convention et, le cas échéant, coopéreront avec le Secrétaire et la Commission pour l'élaboration de normes internationales.
- (4) Le Secrétaire convoquera des consultations techniques régulières des représentants des organisations régionales de la protection des végétaux pour:
 - a) promouvoir l'établissement et l'utilisation de normes internationales appropriées concernant les mesures phytosanitaires;
 - b) encourager une coopération interrégionale pour la promotion de mesures phytosanitaires harmonisées pour la lutte contre les organismes nuisibles et pour prévenir leur dissémination et/ou leur introduction.

Art. X Normes

- (1) Les Parties contractantes s'engagent à coopérer à l'élaboration de normes internationales, conformément aux procédures adoptées par la Commission.
- (2) Ces normes internationales seront adoptées par la Commission.
- (3) Les normes régionales devraient être conformes aux principes de la présente Convention; ces normes peuvent être déposées auprès de la Commission pour examen afin d'envisager de les transformer en normes internationales pour les mesures phytosanitaires si elles sont plus largement applicables.
- (4) Les Parties contractantes devraient tenir compte, le cas échéant, des normes internationales lorsqu'elles entreprennent des activités liées à la présente Convention.

Art. XI Commission des mesures phytosanitaires

- (1) Les Parties contractantes s'engagent à créer la Commission des mesures phytosanitaires dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- (2) La Commission aura pour fonctions de promouvoir la pleine réalisation des objectifs de la présente Convention et, en particulier:
 - a) de suivre la situation en ce qui concerne la protection des végétaux dans le monde et la nécessité d'agir pour empêcher la dissémination internationale des organismes nuisibles et leur introduction dans les zones menacées;

- b) de mettre en place et de revoir périodiquement les dispositions et les procédures institutionnelles nécessaires pour l'élaboration et l'adoption des normes internationales, ainsi que d'adopter ces normes internationales;
- c) de fixer des règles et procédures pour le règlement des différends, conformément à l'art. XIII;
- d) de créer les organismes subsidiaires qu'elle jugera nécessaires pour s'acquitter correctement de ses fonctions;
- e) d'adopter des directives concernant la reconnaissance des organisations régionales de la protection des végétaux;
- f) d'établir une coopération avec les autres organisations internationales compétentes dans les domaines visés par la présente Convention;
- g) d'adopter toute recommandation qu'elle jugera utile à l'application de la présente Convention;
- h) de s'acquitter de toute autre fonction nécessaire à la réalisation des objectifs de la présente Convention.

(3) La Commission sera ouverte à toutes les Parties contractantes.

(4) Chaque Partie contractante peut être représentée aux sessions de la Commission par un délégué, qui peut être accompagné d'un suppléant, ainsi que d'experts et de conseillers. Les suppléants, les experts et les conseillers peuvent participer aux délibérations de la Commission mais ne sont pas autorisés à voter, sauf dans le cas où un suppléant est dûment autorisé à remplacer un délégué.

(5) Les Parties contractantes feront leur possible pour parvenir à un accord sur toutes les questions par consensus. Si toutes les tentatives pour parvenir à un accord par consensus échouent, la décision sera prise, en dernier ressort, par la majorité des deux tiers des Parties contractantes présentes et votantes.

(6) Une organisation membre de la FAO qui est Partie contractante et les États membres de cette organisation qui sont Parties contractantes exercent les droits et s'acquittent des obligations liées à leur qualité de membre, conformément, *mutatis mutandis*, à l'Acte constitutif et au Règlement général de la FAO.

(7) La Commission peut adopter et modifier, au besoin, son propre Règlement intérieur, qui ne doit pas être incompatible avec les dispositions de la présente Convention ni de l'Acte constitutif de la FAO.

(8) Le Président de la Commission convoque tous les ans une session ordinaire de la Commission.

(9) Des sessions extraordinaires de la Commission seront convoquées par le Président de la Commission à la demande d'au moins un tiers de ses membres.

(10) La Commission élit son Président et au maximum deux Vice-Présidents, qui restent chacun en fonction pour un mandat de deux ans.

Art. XII Secrétariat

- (1) Le Secrétaire de la Commission est nommé par le Directeur général de la FAO.
- (2) Le Secrétaire est secondé, selon les besoins, par du personnel de secrétariat.
- (3) Le Secrétaire est responsable de la mise en œuvre des politiques et activités de la Commission et de toute autre fonction qui lui est attribuée aux termes des dispositions de la présente Convention, et il fait rapport à ce sujet à la Commission.
- (4) Le Secrétaire se charge de la diffusion:
 - a) des normes internationales auprès de toutes les Parties contractantes, dans un délai maximum de soixante jours à compter de leur adoption;
 - b) des listes reçues des Parties contractantes sur les points d'entrée, comme prévu à l'art. VII par. 2 d), auprès de toutes les Parties contractantes;
 - c) des listes d'organismes nuisibles réglementés, dont l'introduction est interdite ou auxquels il est fait référence à l'art. VII par. 2 i) auprès de toutes les Parties contractantes et organisations régionales de la protection des végétaux;
 - d) des informations reçues des Parties contractantes sur les exigences, restrictions et interdictions phytosanitaires visées à l'art. VII par. 2 b) et les descriptions des organisations nationales officielles de la protection des végétaux visées à l'art. IV par. 4.
- (5) Le Secrétaire assurera la traduction dans les langues officielles de la FAO de la documentation pour les réunions de la Commission et des normes internationales.
- (6) Le Secrétaire coopérera avec les organisations régionales de la protection des végétaux à la réalisation des objectifs de la présente Convention.

Art. XIII Règlement des différends

- (1) En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, ou bien lorsqu'une Partie contractante considère qu'une action entreprise par une autre Partie contractante est incompatible avec les obligations qu'imposent à cette dernière les art. V et VII de la présente Convention, particulièrement en ce qui concerne les motifs d'une interdiction ou d'une restriction à l'importation de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés provenant de son territoire, les Parties contractantes intéressées se consultent dans les plus brefs délais en vue de régler le différend.
- (2) Si le différend ne peut être réglé comme indiqué au par. 1 du présent article, la ou les partie(s) contractante(s) intéressée(s) peu(ven)t demander au Directeur général de la FAO de désigner un comité d'experts chargé d'examiner le différend conformément aux règles et procédures qui pourraient être adoptées par la Commission.
- (3) Le Comité visé au par. 2 du présent article comprendra des représentants désignés par chaque Partie contractante concernée. Le Comité examinera le différend en tenant compte de tous les documents et éléments probatoires présentés par les Parties contractantes intéressées. Le Comité établira un rapport sur les aspects techniques du différend afin de chercher une solution. Ledit rapport sera rédigé et

approuvé conformément aux règles et procédures établies par la Commission et sera transmis par le Directeur général aux Parties contractantes intéressées. Le rapport pourra également être transmis, sur demande, à l'organe compétent de l'organisation internationale chargée de régler les différends commerciaux.

(4) Tout en ne reconnaissant pas aux recommandations du Comité visé au par. 2 du présent article un caractère obligatoire, les Parties contractantes conviennent de les prendre comme bases de tout nouvel examen, par les Parties contractantes intéressées, de la question qui est à l'origine du différend.

(5) Les Parties contractantes intéressées partageront les frais de la mission confiée aux experts.

(6) Les dispositions du présent article constituent un complément et non une dérogation aux procédures de règlement des différends prévues par d'autres accords internationaux traitant de questions commerciales.

Art. XIV Substitution aux accords antérieurs

La présente Convention met fin et se substitue, dans les relations entre les Parties contractantes, à la Convention internationale phylloxérique du 3 novembre 1881³, à la Convention additionnelle de Berne du 15 avril 1889⁴ et à la Convention internationale de Rome du 16 avril 1929 sur la protection des végétaux.

Art. XV Application territoriale

(1) Toute Partie contractante peut, à la date de la ratification ou de l'adhésion, ou à tout moment après cette date, communiquer au Directeur général de la FAO une déclaration indiquant que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires dont elle assure la représentation sur le plan international. Cette décision prendra effet trente jours après réception par le Directeur général de la déclaration portant désignation desdits territoires.

(2) Toute Partie contractante qui a transmis au Directeur général de la FAO une déclaration, conformément au par. 1 du présent article, peut à tout moment communiquer une nouvelle déclaration modifiant la portée d'une déclaration précédente, ou mettant fin à l'application des dispositions de la présente Convention dans n'importe quel territoire. Cette déclaration prendra effet trente jours après la date de sa réception par le Directeur général.

(3) Le Directeur général de la FAO informera toutes les Parties contractantes des déclarations qu'il aura reçues en application du présent article.

Art. XVI Accords complémentaires

(1) Les Parties contractantes peuvent, afin de résoudre des problèmes spécifiques de protection des végétaux nécessitant une attention ou une action particulière, conclure des accords complémentaires. De tels accords peuvent être applicables à des régions,

³ RS 14 183. RO 1954 324

⁴ RO 11 315. RO 1954 324

à des organismes nuisibles, à des végétaux et produits végétaux spécifiques, ainsi qu'à des modes spécifiques de transport international des végétaux et produits végétaux, ou peuvent compléter de toute autre manière les dispositions de la présente Convention.

(2) Tout accord complémentaire de cette nature entrera en vigueur, pour chaque Partie contractante concernée, après avoir été accepté conformément aux dispositions des accords complémentaires concernés.

(3) Les accords complémentaires favoriseront les objectifs de la présente Convention et seront conformes aux principes et dispositions de celle-ci, ainsi qu'aux principes de transparence, de non-discrimination et de non-recours à des restrictions déguisées, en particulier au commerce international.

Art. XVII Ratification et adhésion

(1) La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États jusqu'au 1^{er} mai 1952 et sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de la FAO, qui avisera chaque État signataire de la date de ce dépôt.

(2) Les États qui n'ont pas signé la présente Convention et les organisations membres de la FAO non signataires seront admis à y adhérer dès qu'elle sera entrée en vigueur conformément à l'art. XXII. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de la FAO qui en avisera toutes les Parties contractantes.

(3) Quand une organisation membre de la FAO devient Partie contractante à la présente Convention, elle doit, conformément aux dispositions de l'art. II par. 7 de l'Acte constitutif de la FAO, selon qu'il convient, notifier au moment de son adhésion les modifications ou éclaircissements à la déclaration de compétence qu'elle a soumise en vertu de l'art. II par. 5 de l'Acte constitutif de la FAO, si cela est nécessaire compte tenu de son acceptation de la présente Convention. Toute Partie contractante à la présente Convention peut, à tout moment, demander à une organisation membre de la FAO qui est Partie contractante à ladite Convention d'indiquer qui, de l'organisation membre ou de ses États membres, est responsable de la mise en œuvre de telle ou telle question visée par cette Convention. L'organisation membre devra fournir cette information dans un délai raisonnable.

Art. XVIII Parties non contractantes

Les Parties contractantes encourageront tout État ou toute organisation membre de la FAO n'étant pas partie à la présente Convention à accepter cette dernière et elles encourageront toute partie non contractante à appliquer des mesures phytosanitaires compatibles avec les dispositions de la présente Convention et avec toute norme internationale adoptée en vertu de celle-ci.

Art. XIX Langues

(1) Les langues authentiques de la présente Convention seront toutes les langues officielles de la FAO.

(2) Aucune disposition de la présente Convention n'exige des Parties contractantes la fourniture, la publication ou la reproduction de documents dans des langues autres que celle(s) de la Partie contractante, sous réserve des exceptions indiquées au par. 3 du présent article.

(3) Les documents suivants seront rédigés dans au moins une des langues officielles de la FAO:

- a) renseignements communiqués conformément à l'art. IV par. 4;
- b) notes d'accompagnement indiquant les données bibliographiques relatives aux documents transmis conformément à l'art. VII par. 2 b);
- c) renseignements communiqués conformément à l'art. VII par. 2 b), d), i) et j);
- d) notes indiquant des données bibliographiques et un bref résumé des documents concernant les renseignements communiqués conformément à l'art. VIII par. 1 a);
- e) demandes d'information adressées aux points de contact et réponses à ces demandes à l'exception des éventuels documents joints;
- (f) documents fournis par les Parties contractantes pour les réunions de la Commission.

Art. XX Assistance technique

Les Parties contractantes s'engagent à promouvoir l'octroi d'une assistance technique aux Parties contractantes, notamment aux Parties contractantes en développement, par le biais de l'aide bilatérale ou des organisations internationales appropriées, en vue de faciliter l'application de la présente Convention.

Art. XXI Amendement

(1) Toute proposition d'amendement à la présente Convention introduite par une Partie contractante doit être communiquée au Directeur général de la FAO.

(2) Toute proposition d'amendement à la présente Convention introduite par une Partie contractante et reçue par le Directeur général de la FAO doit être soumise pour approbation à la Commission, réunie en session ordinaire ou extraordinaire. Si l'amendement implique d'importantes modifications d'ordre technique ou impose de nouvelles obligations aux Parties contractantes, il sera étudié par un comité consultatif d'experts convoqué par la FAO avant la Commission.

(3) Toute proposition d'amendement à la présente Convention, à l'exception des amendements à l'annexe, sera notifiée aux Parties contractantes par le Directeur général de la FAO, au plus tard à la date de l'envoi de l'ordre du jour de la session de la Commission où doit être examinée cette proposition.

(4) Toute proposition d'amendement à la présente Convention doit être adoptée par la Commission et prend effet à compter du trentième jour qui suit son acceptation par les deux tiers des Parties contractantes. Aux fins du présent article, tout instrument déposé par une organisation membre de la FAO ne sera pas considéré comme venant s'ajouter aux instruments déposés par les États membres de cette organisation.

(5) Les amendements qui impliquent de nouvelles obligations à la charge des Parties contractantes ne prennent effet toutefois, vis-à-vis de chaque Partie contractante, qu'après avoir été acceptés par elle et à compter du trentième jour qui suit cette acceptation. Les instruments d'acceptation des amendements qui impliquent de nouvelles obligations doivent être déposés auprès du Directeur général de la FAO, qui informera toutes les Parties contractantes de la réception desdits instruments et de l'entrée en vigueur desdits amendements.

(6) Les propositions d'amendement aux modèles de certificat phytosanitaire, joints en annexe à la présente Convention, seront envoyées au Secrétaire et examinées et approuvées par la Commission. Les amendements approuvés aux modèles de certificat phytosanitaire figurant à l'annexe prendront effet dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de leur notification aux Parties contractantes par le Secrétaire.

(7) Pendant une période n'excédant pas douze mois à partir du moment où un amendement aux modèles de certificat phytosanitaire figurant à l'annexe entre en vigueur, les versions antérieures du certificat resteront, elles aussi, juridiquement valables aux fins de la présente Convention.

Art. XXII Entré en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur entre les parties lorsque trois États signataires l'auront ratifiée. Elle entrera en vigueur pour tous les États ou organisations qui sont membres de la FAO à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. XXIII Dénonciation

(1) Chacune des Parties contractantes peut à tout moment faire savoir qu'elle dénonce la présente Convention par notification adressée au Directeur général de la FAO. Le Directeur général de la FAO en informera immédiatement toutes les Parties contractantes.

(2) Le dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le Directeur général de la FAO.

Annexe

Modèle de certificat phytosanitaire

Organisation de la protection des végétaux N°:

de:

A: Organisation(s) de la protection des végétaux

de:

I. Description de l'envoi

Nom et adresse de l'expéditeur:

Nom et adresse déclarés du destinataire:

Nombre et nature des colis:

Marques des colis:

Lieu d'origine:

Moyen de transport déclaré:

Point d'entrée déclaré:

Nom du produit et quantité déclarée:

Nom botanique des plantes:

Il est certifié que les végétaux, produits végétaux ou autres articles décrits ci-dessus ont été inspectés et/ou testés suivant des procédures officielles appropriées et estimés exempts d'organismes de quarantaine comme spécifié par la partie contractante importatrice; et qu'ils sont jugés conformes aux exigences phytosanitaires en vigueur de la partie contractante importatrice, y compris à celles concernant les organismes réglementées non de quarantaine.

Ils sont jugés pratiquement exempts d'autres organismes nuisibles.*

II. Déclaration supplémentaire**III. Traitement de désinfestation et/ou de désinfection**

Date: Traitement:

Produit chimique (matière active):

Durée et température:

Concentration:

Renseignements complémentaires:

Lieu de délivrance: Nom du fonctionnaire autorisé:

Cachet de l'organisation Date:

Signature:

Le présent certificat n'entraîne aucune responsabilité financière pour (nom de l'organisation de la protection des végétaux) ni pour aucun de ses agents ou représentants.*

* Clause facultative

Modèle de certificat phytosanitaire pour la réexportation

Organisation de la protection des végétaux N°
 de: (le pays de réexportation)

A: Organisation(s) de la protection des végétaux
 de: (le ou les pays d'importation)

I. Description de l'envoi

Nom et adresse de l'expéditeur:

Nom et adresse déclarés du destinataire:

Nombre et nature des colis:

Marques des colis:

Lieu d'origine:

Moyen de transport déclaré:

Point d'entrée déclaré:

Nom du produit et quantité déclarée:

Nom botanique des végétaux:

Il est certifié que les végétaux ou produits végétaux ou autres articles réglementés décrits ci-dessus ont été importés en (partie contractante de réexportation) en provenance de (partie contractante d'origine) et ont fait l'objet du Certificat phytosanitaire N° dont l'original * la copie authentifiée * est annexé(e) au présent certificat; qu'ils sont emballés * remballés * dans les emballages initiaux * dans de nouveaux emballages *; que d'après le Certificat phytosanitaire original * et une inspection supplémentaire *, ils sont jugés conformes aux exigences phytosanitaires en vigueur de la partie contractante importatrice, et qu'au cours de l'emmagasinage en (partie contractante de réexportation) l'envoi n'a pas été exposé au risque d'infestation ou d'infection

* Mettre une croix dans la case appropriée

II. Déclaration supplémentaire

III. Traitement de désinfestation et/ou de désinfection

Date: Traitement:

Produit chimique (matière active):

Durée et température:

Concentration:

Renseignements complémentaires:

Lieu de délivrance: Nom du fonctionnaire autorisé:

Cachet de l'organisation Date:

Signature:

Le présent certificat n'entraîne aucune responsabilité financière pour (nom de l'organisation de la protection des végétaux) ni pour aucun de ses agents ou représentants**

** Clause facultative

Champ d'application de la convention révisée, le 21 mai 2019⁵

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Afghanistan	5 juin	2013 A	5 juin	2013
Afrique du Sud	21 septembre	1956	21 septembre	1956
Albanie	29 juillet	1999 A	29 juillet	1999
Algérie	1 ^{er} octobre	1985 A	1 ^{er} octobre	1985
Allemagne	3 mai	1957	3 mai	1957
Antigua-et-Barbuda	24 janvier	2006 A	24 janvier	2006
Arabie Saoudite	7 août	2000	7 août	2000
Argentine	23 septembre	1954 A	23 septembre	1954
Arménie	9 juin	2006 A	9 juin	2006
Australie	27 août	1952	27 août	1952
Ile Norfolk	9 août	1954	8 septembre	1954
Nauru	9 août	1954	8 septembre	1954
Autriche	22 octobre	1952	22 octobre	1952
Azerbaïdjan	8 août	2000 A	8 août	2000
Bahamas	19 septembre	1997 A	19 septembre	1997
Bahreïn	29 mars	1971 A	29 mars	1971
Bangladesh	1 ^{er} septembre	1978 A	1 ^{er} septembre	1978
Barbade	6 décembre	1976 A	6 décembre	1976
Bélarus	21 février	2005 A	21 février	2005
Belgique	22 juillet	1952	22 juillet	1952
Belize	14 mai	1987 A	14 mai	1987
Bénin	12 octobre	2010 A	12 octobre	2010
Bhoutan	20 juin	1994 A	20 juin	1994
Bolivie	27 octobre	1960 A	27 octobre	1960
Bosnie et Herzégovine	30 juillet	2003 A	30 juillet	2003
Botswana	30 juin	2009	30 juin	2009
Brésil	14 septembre	1961	14 septembre	1961
Bulgarie	8 novembre	1991 A	8 novembre	1991
Burkina Faso	8 juin	1995 A	8 juin	1995
Burundi	3 avril	2006 A	3 avril	2006
Cabo Verde	19 mars	1980 A	19 mars	1980
Cambodge	10 juin	1952 A	10 juin	1952
Cameroun	5 avril	2006 A	5 avril	2006
Canada	10 juillet	1953	10 juillet	1953
Chili	11 mars	1952	3 avril	1952
Chine ^a	20 octobre	2005 A	20 octobre	2005
Macao	20 octobre	2005	20 octobre	2005

⁵ La présente publication complète et remplace celles qui figurent au RO 1997 1515, 2007 599, 2008 41 4023, 2011 2303, 2014 1321 et 2018 1205.
Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (www.dfae.admin.ch/traites).

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Chypre	11 février	1999 A	11 février	1999
Colombie	26 janvier	1970	26 janvier	1970
Comores	17 janvier	2007 A	17 janvier	2007
Congo (Brazzaville)	14 décembre	2004 A	14 décembre	2004
Congo (Kinshasa)	4 mai	2015 A	4 mai	2015
Corée (Nord)	25 août	2003 A	25 août	2003
Corée (Sud)	8 décembre	1953 A	8 décembre	1953
Costa Rica	23 juillet	1973	23 juillet	1973
Côte d'Ivoire	17 décembre	2004 A	17 décembre	2004
Croatie	14 mai	1999 A	14 mai	1999
Cuba	14 avril	1976	14 avril	1976
Danemark ^b	13 février	1953	13 février	1953
Djibouti	25 mars	2008 A	25 mars	2008
Dominique	30 mars	2006 A	30 mars	2006
Egypte	22 juillet	1953	22 juillet	1953
El Salvador	12 février	1953	12 février	1953
Emirats arabes unis	2 avril	2001 A	2 avril	2001
Equateur	9 mai	1956	9 mai	1956
Erythrée	6 avril	2001 A	6 avril	2001
Espagne	18 février	1952	3 avril	1952
Estonie	7 décembre	2000 A	7 décembre	2000
Eswatini	12 juillet	2005 A	12 juillet	2005
Etats-Unis	18 août	1972	18 août	1972
Tous les territoires dont les				
Etats-Unis assument les				
relations internationales				
	18 août	1972	17 septembre	1972
Ethiopie	20 juin	1977 A	20 juin	1977
Fidji	10 août	2005 A	10 août	2005
Finlande	22 juin	1960 A	22 juin	1960
France	20 août	1957	20 août	1957
Gabon	23 avril	2008 A	23 avril	2008
Gambie	17 novembre	2016 A	17 novembre	2016
Géorgie	8 mars	2007 A	8 mars	2007
Ghana	22 février	1991 A	22 février	1991
Grèce	9 décembre	1954 A	9 décembre	1954
Grenade	27 novembre	1985 A	27 novembre	1985
Guatemala	25 mai	1955	25 mai	1955
Guinée	22 mai	1991 A	22 mai	1991
Guinée-Bissau	24 octobre	2007 A	24 octobre	2007
Guinée équatoriale	27 août	1991	27 août	1991
Guyana	31 août	1970 A	31 août	1970
Haïti	6 novembre	1970 A	6 novembre	1970
Honduras	30 juillet	2003 A	30 juillet	2003

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Hongrie	17 mai	1960 A	17 mai	1960
Iles Cook	2 décembre	2004 A	2 décembre	2004
Iles Salomon	18 octobre	1978 A	18 octobre	1978
Inde	9 juin	1952	9 juin	1952
Indonésie*	21 juin	1977	21 juin	1977
Iran	18 septembre	1972 A	18 septembre	1972
Iraq	1 ^{er} juillet	1954 A	1 ^{er} juillet	1954
Irlande	31 mars	1955	31 mars	1955
Islande	11 avril	2005 A	11 avril	2005
Israël	3 septembre	1956	3 septembre	1956
Italie	3 août	1955	3 août	1955
Jamaïque	24 novembre	1969 A	24 novembre	1969
Japon	11 août	1952	11 août	1952
Jordanie	24 avril	1970 A	24 avril	1970
Kazakhstan	13 septembre	2010 A	13 septembre	2010
Kenya	7 mai	1974 A	7 mai	1974
Kirghizistan	11 décembre	2003 A	11 décembre	2003
Koweït	12 septembre	2007 A	12 septembre	2007
Laos	28 février	1955 A	28 février	1955
Lesotho	24 octobre	2013 A	24 octobre	2013
Lettonie	18 août	2003 A	18 août	2003
Liban	18 septembre	1970 A	18 septembre	1970
Libéria	2 juillet	1986 A	2 juillet	1986
Libye	9 juillet	1970 A	9 juillet	1970
Lituanie	12 janvier	2000 A	12 janvier	2000
Luxembourg	13 janvier	1955	13 janvier	1955
Macédoine du Nord	9 août	2004 A	9 août	2004
Madagascar	24 mai	2006 A	24 mai	2006
Malaisie	17 mai	1991 A	17 mai	1991
Malawi	21 mai	1974 A	21 mai	1974
Maldives	3 octobre	2006 A	3 octobre	2006
Mali	31 août	1987 A	31 août	1987
Malte	13 mai	1975 A	13 mai	1975
Maroc	12 octobre	1972 A	12 octobre	1972
Maurice	11 juin	1971 A	11 juin	1971
Mauritanie	29 avril	2002 A	29 avril	2002
Mexique	26 mai	1976 A	26 mai	1976
Micronésie	6 juillet	2007 A	6 juillet	2007
Moldova	25 janvier	2001 A	25 janvier	2001
Mongolie	26 mai	2009 A	26 mai	2009
Monténégro	27 juillet	2009 A	27 juillet	2009
Mozambique	15 mai	2008 A	15 mai	2008
Myanmar	26 mai	2006 A	26 mai	2006

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Namibie	23 février	2007 A	23 février	2007
Népal	8 mai	2006 A	8 mai	2006
Nicaragua	2 août	1956 A	2 août	1956
Niger	4 juin	1985 A	4 juin	1985
Nigéria	17 août	1993 A	17 août	1993
Nioué	27 octobre	2005 A	27 octobre	2005
Norvège	23 avril	1956 A	23 avril	1956
Nouvelle-Zélande	16 septembre	1952	16 septembre	1952
Oman	23 janvier	1989 A	23 janvier	1989
Ouganda	29 août	2007 A	29 août	2007
Pakistan	10 novembre	1954 A	10 novembre	1954
Palaos	23 juin	2006 A	23 juin	2006
Panama	14 février	1968 A	14 février	1968
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 ^{er} juin	1976 A	1 ^{er} juin	1976
Paraguay	5 avril	1968 A	5 avril	1968
Pays-Bas	29 octobre	1954	29 octobre	1954
Pérou	1 ^{er} juillet	1975	1 ^{er} juillet	1975
Philippines	3 décembre	1953	3 décembre	1953
Pologne	29 mai	1996 A	29 mai	1996
Portugal	20 octobre	1955	20 octobre	1955
Qatar	8 juin	2006 A	8 juin	2006
République centrafricaine	27 octobre	2004 A	27 octobre	2004
République dominicaine	23 juin	1952 A	23 juin	1952
République tchèque	6 avril	1994 S	1 ^{er} janvier	1993
Roumanie*	17 novembre	1971 A	17 novembre	1971
Royaume-Uni	7 septembre	1953	7 septembre	1953
Guernesey	9 mars	1966	8 avril	1966
Ile de Man	1 ^{er} octobre	1953	1 ^{er} octobre	1953
Jersey	1 ^{er} octobre	1953	31 octobre	1953
Russie	24 avril	1956 A	24 avril	1956
Rwanda	26 août	2008 A	26 août	2008
Saint-Kitts-et-Nevis	17 avril	1990 A	17 avril	1990
Saint-Vincent-et-les Grenadines	15 novembre	2001 A	15 novembre	2001
Sainte-Lucie	23 octobre	2002 A	23 octobre	2002
Samoa	2 mars	2005 A	2 mars	2005
Sao Tomé-et-Principe	7 avril	2006 A	7 avril	2006
Sénégal	3 mars	1975 A	3 mars	1975
Serbie	11 février	1955	11 février	1955
Seychelles	31 octobre	1996	31 octobre	1996
Sierra Leone	23 juin	1981 A	23 juin	1981
Singapour	18 août	2010 A	18 août	2010
Slovaquie	24 mars	2006 A	24 mars	2006
Slovénie	27 mai	1998 A	27 mai	1998

Etats parties	Ratification Adhésion (A) Déclaration de succession (S)		Entrée en vigueur	
Soudan	16 juillet	1971 A	16 juillet	1971
Soudan du Sud	6 décembre	2013 A	6 décembre	2013
Sri Lanka	3 avril	1952	3 avril	1952
Suède	30 mai	1952	30 mai	1952
Suisse	26 septembre	1996	26 septembre	1996
Suriname	22 avril	1977 S	25 novembre	1975
Syrie	5 novembre	2003 A	5 novembre	2003
Tadjikistan	4 octobre	2010 A	4 octobre	2010
Tanzanie	21 février	2005 A	21 février	2005
Tchad	15 mars	2004 A	15 mars	2004
Thaïlande	16 août	1978	16 août	1978
Togo	2 avril	1986 A	2 avril	1986
Tonga	23 novembre	2005 A	23 novembre	2005
Trinité-et-Tobago	30 juin	1970 A	30 juin	1970
Tunisie	22 juillet	1971 A	22 juillet	1971
Turquie	29 juillet	1988 A	29 juillet	1988
Tuvalu	15 décembre	2006 A	15 décembre	2006
Ukraine	31 mai	2006 A	31 mai	2006
Union européenne	6 octobre	2005 A	6 octobre	2005
Uruguay	15 juillet	1970	15 juillet	1970
Vanuatu	2 août	2007 A	2 août	2007
Venezuela	12 mai	1966 A	12 mai	1966
Vietnam	22 février	2005 A	22 février	2005
Yémen	20 décembre	1990 A	20 décembre	1990
Zambie	24 juin	1986 A	24 juin	1986
Zimbabwe	30 novembre	2012 A	30 novembre	2012

* Réserves et déclarations

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO, à l'exception de celles de la Suisse.

Les textes en français et en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO):

<http://www.fao.org/legal/treaties/treaties-under-article-xiv/en/> ou obtenus à la Direction du droit international public (DDIP), Section des traités internationaux, 3003 Berne.

^a La convention ne s'applique pas à la Région administrative spéciale de Hong Kong.

^b Le texte révisé de la convention (1997) ne s'applique pas à Groënland et aux Iles Féroé.

Cette page est vierge pour permettre d'assurer une concordance dans la pagination des trois éditions du RO.

